

## Contrat de prestations de services

Exemplaire: ☐ mandant / ☐ mandataire

Désignation du mandat: **Prestations de services relatives aux questions de variations de prix dans le domaine de la construction destinées à soutenir la KBOB**

Représentant du mandant: délégué de la KBOB  
Numéro de commande :

Date du contrat :  
Numéro d'ordre : 86 046 000 005 /  
86 046 000 065

Statut:

Rémunération fondée sur le taux horaire moyen  
indiquée au chiffre 6.2

CHF 0.00 CHF 0.00  
(hors TVA) (TVA comprise)

conclu entre

Confédération suisse

représenté par

Conférence de coordination des services de la  
construction et des immeubles des maîtres d'ouvrage  
publics KBOB

ci-après

**le mandant** et

représenté par

.....

ci-après

**le mandataire**

## 0 Table des matières

<b>1</b>	<b>Objet du contrat.....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>Éléments du contrat et ordre de priorité en cas de contradiction .....</b>	<b>3</b>
2.1	Liste des éléments du contrat.....	3
2.2	Ordre de priorité en cas de contradictions.....	3
<b>3</b>	<b>Prestations du mandataire .....</b>	<b>3</b>
<b>4</b>	<b>Personnes-clés du mandataire .....</b>	<b>4</b>
<b>5</b>	<b>Délais et termes.....</b>	<b>4</b>
<b>6</b>	<b>Rémunération .....</b>	<b>4</b>
6.1	Rémunération à prix ferme .....	4
6.2	Rémunération d'après le temps employé .....	5
6.3	Frais accessoires .....	5
6.4	Variations de prix .....	5
6.5	Facturation et modalités de paiement.....	5
<b>7</b>	<b>Décompte des heures de travail et temps de déplacement.....</b>	<b>6</b>
<b>8</b>	<b>Interlocuteurs et communication .....</b>	<b>6</b>
<b>9</b>	<b>Assurances .....</b>	<b>6</b>
9.1	Assurance de base .....	6
9.2	Assurances complémentaires.....	7
<b>10</b>	<b>Assurances sociales et autorisations de travail.....</b>	<b>7</b>
<b>11</b>	<b>Clause d'intégrité .....</b>	<b>7</b>
<b>12</b>	<b>Accords spéciaux.....</b>	<b>7</b>
12.1	Dérogation et compléments aux conditions générales.....	7
12.2	Autres accords spéciaux.....	7
<b>13</b>	<b>Entrée en vigueur et modifications du contrat .....</b>	<b>8</b>
<b>14</b>	<b>Droit applicable, litiges et for.....</b>	<b>8</b>
<b>15</b>	<b>Expéditions .....</b>	<b>8</b>
<b>16</b>	<b>Signatures .....</b>	<b>9</b>

## 1 Objet du contrat

Le présent contrat porte sur la fourniture, par le mandataire, de prestations de services destinées à soutenir le groupe spécialisé « Variations de prix » de la KBOB.

## 2 Éléments du contrat et ordre de priorité en cas de contradiction

### 2.1 Liste des éléments du contrat

Les éléments du contrat sont, par ordre de priorité:

Le présent document.

Les conditions générales des contrats de prestations de services de la KBOB (édition 2018).

Autres éléments du contrat (EC):

- |      |  |             |
|------|--|-------------|
| EC 1 | Appel d'offres de prestations de services relatives aux questions de variations de prix dans le domaine de la construction destinées à soutenir la KBOB ; Conditions de l'appel d'offres, dossier d'appel d'offres (procédure ouverte; art. 14 LMP) du 7 décembre 2020 | (annexe 01) |
| EC 2 | L'offre du mandataire du XX.XX.20XX, révisée le XX.XX.20XX.  | (annexe 02) |

### 2.2 Ordre de priorité en cas de contradictions

Si les éléments du contrat susmentionnés se contredisent, leur ordre de priorité est déterminé par l'ordre dans lequel ils sont énumérés. Si des documents faisant partie d'un même élément du contrat se contredisent, le document le plus récent prime.

Les conditions générales du mandataire, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs ne sont applicables que si elles sont mentionnées au chiffre 12.2 («Accords spéciaux»).

## 3 Prestations du mandataire

Le mandant charge le mandataire d'exécuter les prestations suivantes:

- Assistance dans le (perfectionnement) développement des méthodes et outils de calcul dans le domaine des variations de prix (renchérissement précontractuel et contractuel).
- Assistance dans le (perfectionnement) développement de guides relatifs au calcul du renchérissement dans les projets de construction (renchérissement précontractuel et contractuel).
- Révision des indices des associations (secteur principal et secondaire de la construction) et des associations de la branche des transports.
- Soutien du délégué de la KBOB pour répondre aux demandes des clients concernant les variations de prix (renchérissement précontractuel et contractuel) en allemand, français et italien.
- Rédaction de rapports d'experts sur les questions de variations de prix dû au renchérissement dans le secteur de la construction.
- Soutien aux travaux de normalisation et aide à l'élaboration des outils correspondants dans le domaine des variations de prix (renchérissement précontractuel et contractuel).
- Développement de concepts dans le domaine des variations de prix (renchérissement précontractuel et contractuel).
- Analyse de l'impact sur les questions de variations de prix et élaboration de mesures, le cas échéant, suite aux méthodes de travail numériques dans la planification et la construction (BIM).
- Assistance à l'élaboration de cours de formation continue dans le domaine des variations de prix (renchérissement précontractuel et contractuel) en allemand, français et italien.
- Intervention en tant qu'orateur lors des cours de formation continue dans le domaine des variations de prix (renchérissement précontractuel et contractuel).
- Participation aux séances des groupes spécialisés et de travail sur les questions liées aux variations de prix dans le secteur de la construction.

- Rédiger les procès-verbaux des séances des groupes spécialisés et de travail sur les questions de variations de prix dans le secteur de la construction.

#### 4 Personnes-clés du mandataire

Le mandataire affecte les personnes-clés suivantes à l'exécution des prestations:

.....

Ces personnes-clés ne peuvent être remplacées qu'avec l'accord écrit du mandant. Celui-ci ne peut refuser son accord que pour de justes motifs.

#### 5 Délais et termes

Les délais pour la fourniture des prestations résultent à chaque fois des mandats attribués ou des directives données. Les délais légaux sont contraignants et leur inobservation entraîne automatiquement la demeure. Le contrat de service est conclu pour une période de cinq ans (avec une option de prolongation de trois ans maximum).

Lors de l'interpellation, le mandant impartit au mandataire un délai supplémentaire convenable pour s'exécuter.

Lorsque le mandataire est en demeure, il est redevable d'une peine conventionnelle fixée conformément au chiffre 8.2 des conditions générales des contrats de services de la KBOB, édition 2018.

#### 6 Rémunération

##### 6.1 Rémunération à prix ferme

- ☐ Prestations définies dans le cahier des charges (annexe .....)
- ☐ Prestations mentionnées dans l'offre détaillée du mandataire du ....., révisée le .....
- ☐ .....

Rémunération brute à prix fermes, frais accessoires non compris .....	CHF	.....
.....	CHF	.....
.....	CHF	.....
.....	CHF	.....
Total intermédiaire 1	CHF	0.00
./.. 0.00%	CHF	0.00
Total intermédiaire 2	CHF	0.00
Frais accessoires 0.00%	CHF	0.00
Frais accessoires	CHF	.....
Total intermédiaire 3	CHF	0.00
./.. 0.00%	CHF	0.00
Rémunération nette convenue (différence d'arrondi: CHF .....	CHF	0.00
TVA au taux de 7.70%	CHF	0.00
<b>Rémunération totale, TVA comprise</b> (différence d'arrondi: CHF .....	<b>CHF</b>	<b>0.00</b>

Prix global (variations de prix non comprises)

.....

## 6.2 Rémunération d'après le temps employé

- ☐ Prestations définies dans le cahier des charges (annexe .....)
- ☒ Prestations mentionnées dans l'offre détaillée du mandataire du ....., révisée le .....
- ☐ .....

- ☐ Rémunération fondée sur les taux horaires ci-après (hors TVA):



<b>Rémunération nette convenue</b>	<b>CHF</b>	.....
TVA au taux de 7.70%	CHF	0.00
<b>Rémunération totale, TVA comprise</b> (différence d'arrondi: CHF .....)	<b>CHF</b>	<b>0.00</b>
avec plafond des coûts		
.....		

- ☒ Rémunération fondée sur le taux horaire moyen suivant (hors TVA),

valable pour tous les collaborateurs du mandataire: CHF .....

<b>Rémunération nette convenue</b>	<b>CHF</b>	.....
TVA au taux de 7.70%	CHF	0.00
<b>Rémunération totale, TVA comprise</b> (différence d'arrondi: CHF .....)	<b>CHF</b>	<b>0.00</b>

sans plafond des coûts

Le total de la rémunération indique un ordre de grandeur de la somme du mandat, au cas où l'étendue des prestations commandées par le mandant serait réalisée. Cette indication de la rémunération est purement indicative et non contraignante pour le mandant; déterminant sont uniquement les taux horaires.

voir également le chiffre 12.2.

## 6.3 Frais accessoires

- ☒ Frais accessoires usuels:



Sont compris dans la rémunération convenue au chiffre 6.2 les frais accessoires du mandataire, tels que les frais de photocopie, de téléphone, de port, d'assurance, d'hébergement ou encore les frais liés aux repas pris à l'extérieur, aux moyens et au temps de déplacement et à l'infrastructure informatique.

Les frais de reproduction de documents (tels que brochures, rapports, etc.) qui ont été commandés par le mandant sont remboursés au mandataire à concurrence des dépenses prouvées.



- ☐ Remboursement selon les modalités convenues dans l'accord séparé du .....

## 6.4 Variations de prix

Adaptation de la rémunération aux variations de prix: oui



Les variations de prix dues au renchérissement sont calculées selon la version actuelle de la norme SIA 126 «Variation de prix: Procédure selon la méthode paramétrique pour les prestations des mandataire».



## 6.5 Facturation et modalités de paiement

Le mandataire facture ses prestations au moyen d'une facture électronique (facturation électronique).



Les factures doivent mentionner le numéro de crédit et le numéro de contrat indiqués sur la première page du présent contrat ainsi que le numéro TVA du mandataire et le montant de la TVA et être envoyées en deux exemplaires à l'adresse suivante:

Bundesamt für Bauten und Logistik BBL

c/o DLZ Finanzen EFD

3003 Bern

Les factures sont payables dans un délai de 30 jours nets.

Le mandant peut déduire un escompte de 0.00 % du montant des factures qu'il paie dans un délai de 30 jours à compter de leur réception. ....

## 7 Décompte des heures de travail et temps de déplacement

En cas de rémunération d'après le temps employé, les heures de travail font l'objet d'un décompte hebdomadaire qui est vérifié par les personnes chargées de cette tâche par le mandant. Les relevés sont considérés comme approuvés si le mandant ne soulève aucune objection par écrit dans un délai de 10 jours ouvrés.

Seul le temps de déplacement productif est pris en compte comme temps de travail.

## 8 Interlocuteurs et communication

Toute communication concernant le présent contrat doit être faite par écrit et être remise en personne ou par lettre recommandée à l'interlocuteur ou aux interlocuteurs mentionnés ci-dessous.

### Interlocuteur(s) du côté du mandant

Nom et adresse

Courriel: ..... Téléphone: .....  
.....

### Interlocuteur(s) du côté du mandataire

Nom et adresse

Courriel: ..... Téléphone: .....  
.....

Si un interlocuteur ou les coordonnées d'un interlocuteur changent, l'autre partie en est immédiatement avertie par écrit.

## 9 Assurances

Le mandataire déclare avoir conclu l'assurance responsabilité civile professionnelle suivante, valable pendant la durée du mandat. Il garantit qu'il maintiendra cette couverture d'assurance pendant toute la durée du mandat et qu'il présentera au mandant, à sa demande, les attestations d'assurance valables correspondantes. Le mandataire annexe au présent contrat une attestation de son assureur prouvant qu'il dispose d'une couverture d'assurance à la signature du contrat.

### 9.1 Assurance de base

<input checked="" type="checkbox"/> Dommages corporels et dommages matériels	CHF	<u>5'000'000.00</u> par sinistre / garantie unique (CHF x millions min.)
--	-----	--

## 9.2 Assurances complémentaires

- ☒ Dommages purement économiques CHF 1'000'000.00 par sinistre / garantie unique (CHF x millions min.)
- ☐ Dommages causés aux installations CHF ..... par sinistre / garantie unique (CHF x millions min.)
- ☐ ..... CHF ..... par sinistre / garantie unique (CHF x millions min.)
- ☐ Le mandataire déclare être assuré en outre contre les risques spécifiques au projet suivants:  
- .....
- Compagnie d'assurances: ..... Numéro de police: .....
- Franchise par sinistre: ..... CHF .....  
(à indiquer par le mandataire)

## 10 Assurances sociales et autorisations de travail

En tant qu'entreprise indépendante, le mandataire procède aux annonces nécessaires le concernant et concernant ses collaborateurs auprès des assurances sociales. Le mandant ne doit au mandataire et aux collaborateurs de ce dernier ni prestations sociales (AVS, AI, AC, etc.) ni indemnités telles qu'indemnités pour accident, maladie, invalidité ou décès.

En signant le présent contrat, le mandataire s'engage à se procurer, avant le début de la fourniture des prestations, les autorisations de travail et de séjour dont les collaborateurs de nationalité étrangère doivent bénéficier pour l'exécution du présent contrat. Sur demande, le mandataire remet au mandant une copie des autorisations de travail et de séjour.

## 11 Clause d'intégrité

- ☒ Les parties s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter la corruption et, en particulier, à s'abstenir d'offrir ou d'accepter toute libéralité ou tout autre avantage.
- En cas de violation de cet engagement, le mandataire doit payer une peine conventionnelle au mandant. Celle-ci équivaut, par infraction, à 10 % de la rémunération contractuelle, mais au minimum à CHF 3'000.00. Le mandataire est rendu attentif au fait que toute violation de la clause d'intégrité entraîne en principe la résiliation du contrat pour justes motifs par le mandant.
- ☐ .....

## 12 Accords spéciaux

### 12.1 Dérogation et compléments aux conditions générales

En dérogation et compléments aux conditions générales des contrats de services de la KBOB (édition 2018), il est convenu de ce qui suit:

Aucune dérogation et aucun complément ne sont prévus.

### 12.2 Autres accords spéciaux

#### Conditions contractuelles:

En cas d'attribution d'un mandat, celui-ci fera l'objet d'un contrat de prestations de services d'une durée de cinq ans avec une option de prolongation de trois ans au maximum.

Les rapports contractuels ont un caractère de contrat-cadre : le mandataire n'a pas le droit de souscription, le mandant n'est pas astreint à cette souscription. Selon le chiffre 13 des CG resp. l'art. 404 CO chaque partie peut en tout temps répudier le contrat. Afin de définir les travaux à exécuter, resp. les tâches futures, les

parties contractantes se réunissent au moins une fois chaque année et conviennent des démarches à entreprendre.

### **13 Entrée en vigueur et modifications du contrat**

Le présent contrat entre en vigueur au moment de sa signature par les parties.

Pour être valables, les modifications ou compléments apportés au présent document ou aux autres éléments du contrat doivent faire l'objet d'un accord écrit entre les parties. Cela vaut également pour la suppression de cette règle.

Si une disposition du présent contrat comporte des lacunes, est sans effet juridique ou est inapplicable pour d'autres raisons, cela n'affecte pas la validité des autres dispositions du contrat. Dans un tel cas, les parties conviennent d'une disposition de substitution valable qui, d'un point de vue économique, se rapproche le plus possible de la disposition qu'elle remplace.

### **14 Droit applicable, litiges et for**

Le présent contrat est soumis exclusivement au droit suisse. Les dispositions de la Convention de Vienne (Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, conclue à Vienne le 11 avril 1980) sont exclues.

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable par des entretiens directs. Elles font éventuellement appel à une personne indépendante et compétente, chargée de les concilier. Chaque partie peut aviser l'autre par écrit qu'elle est prête à s'engager dans une procédure de règlement du litige (entretiens directs ou recours à un médiateur). En cas de recours à un médiateur, les parties définissent conjointement avec celui-ci la procédure appropriée et les règles à respecter.

Si les parties ne conviennent pas d'une procédure de règlement du litige ou ne parviennent ni à régler le litige ni à s'entendre sur le choix du médiateur dans les 60 jours suivant la date de réception de l'avis ou si la médiation n'aboutit pas dans les 90 jours suivant cette même date, chaque partie peut porter le litige devant un tribunal ordinaire.

En cas de litiges découlant du présent contrat, les parties conviennent que le for est au siège du mandant.

### **15 Expéditions**

Le présent contrat est établi en deux exemplaires. Chaque partie reçoit un exemplaire signé.



## 16 Signatures

  
**Le mandant:**  
**KBOB**

Berne / date

Berne / date

.....  
Secrétaire général de la KBOB

.....  
Délégué de la KBOB

**Le mandataire:**

.....

Lieu / date

Lieu / date

.....  
Nom  
Fonction

.....  
Nom  
Fonction



## Conditions générales des contrats de prestations de services de la KBOB

Edition 2018

### 1 Champ d'application

- 1.1 Les présentes conditions générales (CG) règlent la conclusion, le contenu et l'exécution des contrats portant sur des prestations de services, en particulier des prestations de services relevant des domaines du conseil, de la planification, de l'assistance et de la formation.
- 1.2 En remettant une offre au mandant, le mandataire accepte les présentes CG. Les parties peuvent convenir, par écrit, de dérogations dans le contrat.

### 2 Offre

- 2.1 L'offre est établie sur la base de l'appel d'offres du mandant ou des documents d'appel d'offres.
- 2.2 Dans son offre, le mandataire mentionne séparément la TVA.
- 2.3 Sauf indications contraires dans l'appel d'offres ou dans les documents d'appel d'offres, l'offre et les éventuelles présentations de cette dernière ne sont pas rémunérées.
- 2.4 Le mandataire est lié par son offre jusqu'à l'expiration du délai indiqué dans l'appel d'offres ou dans les documents d'appel d'offres. Faute d'indication, ce délai est de trois mois à compter de la date limite de dépôt de l'offre.

### 3 Exécution du contrat

- 3.1 En sa qualité de spécialiste, le mandataire s'engage à exécuter le contrat avec diligence, fidèlement et dans les règles de l'art et garantit que ses prestations répondront aux conditions et spécifications contractuelles ainsi qu'aux prescriptions légales.
- 3.2 Le mandataire informe régulièrement le mandant de l'avancement des travaux et l'avertit immédiatement par écrit de tout facteur entravant ou compromettant la bonne exécution du contrat.
- 3.3 Le mandant peut en tout temps exercer un contrôle ou exiger des renseignements sur tout élément du mandat.
- 3.4 Sauf procuration écrite, le mandataire n'est pas habilité à représenter le mandant.

### 4 Collaborateurs affectés à l'exécution du contrat

- 4.1 Pour l'exécution du contrat, le mandataire ne fait appel qu'à des collaborateurs soigneusement choisis, bénéficiant d'une bonne formation et disposant des autorisations nécessaires. Sur demande du mandant, il remplace en temps utile les collaborateurs qui ne possèdent pas les connaissances requises ou qui entravent ou compromettent de toute autre manière la bonne exécution du contrat.

- 4.2 Le mandataire ne remplace les collaborateurs affectés à l'exécution du contrat qu'avec l'accord écrit du mandant. Celui-ci ne peut refuser son accord que pour de justes motifs.

### 5 Recours à des tiers

- 5.1 Le mandataire ne peut recourir à des tiers (par ex. fournisseurs, sous-traitants, suppléants) qu'avec l'accord préalable écrit du mandant. Il répond de la bonne exécution des prestations contractuelles exécutées par les tiers auxquels il a fait appel.
- 5.2 Le mandataire impose aux tiers auxquels il fait appel les obligations prévues aux chiffres 4 (collaborateurs affectés à l'exécution du contrat), 6 (dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail et égalité salariale entre femmes et hommes), 11 (maintien du secret) et 12 (protection et sécurité des données).

### 6 Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail et égalité salariale entre femmes et hommes

- 6.1 Lorsque le mandataire a son siège ou son établissement en Suisse, il respecte les dispositions relatives à la protection des travailleurs et les conditions de travail applicables en Suisse ainsi que le principe de l'égalité salariale entre femmes et hommes. On entend par conditions de travail celles qui figurent dans les conventions collectives et les contrats-types de travail ou, lorsque ceux-ci font défaut, les conditions de travail habituelles dans la région et dans la profession. Lorsqu'il a son siège à l'étranger, le mandataire respecte les dispositions en vigueur au lieu d'exécution des prestations à l'étranger ou au moins les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail.
- 6.2 Lorsque le mandataire détache des travailleurs en Suisse en vue de l'exécution des prestations, il respecte les dispositions de la loi du 8 octobre 1999 sur les travailleurs détachés.
- 6.3. Lorsque le mandataire ne respecte pas les obligations fixées au présent chiffre 6, il est redevable d'une peine conventionnelle. Le montant de cette peine s'élève, par infraction, à 10 % de la rémunération totale mais à 3000 francs au moins et, en tout, à 100 000 francs au plus. Le paiement de la peine conventionnelle ne libère pas le mandataire desdites obligations.

